Non aux fermetures de classes dans le public
Non à la casse du public au profit du privé

Nous, enseignants, personnels et parents des établissements signataires, réunis en collectif, constatons de trop nombreuses annonces de fermetures de classes pour la rentrée 2026 dans l'académie de Paris.

Nous les refusons fermement.

Nous exigeons de longue date la baisse des effectifs de nos classes : la baisse démographique ne doit avoir comme conséquence que la baisse d'effectifs dans l'ensemble des établissements scolaires publics.

Suite au dédoublement des petites classes (maternelles, CP, CE1), les études ont montré que les petits effectifs assurent une meilleure réussite de tous les élèves. Pourtant, les chiffres sont clairs, la France est toujours sur le podium des classes à gros effectifs en comparaison avec les autres pays de l'OCDE. Il en résulte de mauvaises conditions d'apprentissage pour les élèves, de la souffrance au travail pour les enseignants et les personnels d'éducation, ainsi qu'un échec de l'inclusion des élèves à besoins spécifiques, notamment dans le contexte des fermetures des dispositifs spécifiques (UPE2A, ULIS, etc.). Une inclusion sans moyens engendre de l'exclusion.

Nous voulons garder nos petits établissements, plus propices au suivi des élèves que de grosses structures, et qui permettent de stabiliser les équipes enseignantes. Ce n'est de surcroît qu'à cette condition que peuvent être mis en place des projets motivants pour les élèves et une approche sur mesure de leur accompagnement.

En outre, il paraît évident que le rectorat favorise l'enseignement privé au dépend du public en ne répercutant pas la baisse démographique de manière équivalente. En proportion du nombre d'élèves, il y a bien moins de fermetures de classes dans le privé que dans le public. Il est inadmissible que l'argent public finance davantage l'éducation des enfants issus de catégories souvent privilégiées au détriment de l'enseignement public, notamment de l'éducation censée être prioritaire.

Nous exigeons :

- Une baisse généralisée des effectifs par classe,
- L'arrêt des fermetures des classes,
- Que l'argent public bénéficie en premier lieu à l'enseignement public.

Pour faire valoir ces revendications nous demandons instamment à être reçus en délégation collective par la rectrice.

Priorité aux élèves, priorité au public

Nos organisations parisiennes SNES-FSU, SNUEP, SNFOLC, SPASEEN-FO, SNETAA-FO, SE-UNSA, SUD Éducation, CGT Educ'action, CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Paris et la FCPE Paris soutiennent le communiqué de l'AG du 19/01 ci-dessus et appellent à un **rassemblement place de la Sorbonne le 10 février à 15h30** pour revendiquer également un **recrutement à la hauteur des besoins sur toute l'académie en lieu et places des suppressions de postes annoncées.**

Nous demandons une audience auprès de la rectrice à l'occasion de ce rassemblement.